

Commission Régionale des
Pêches du Golfe de Guinée

C O R E P

Comision Regional de
Pesca del Golfo de Guinea

Regional Commission of
Fisheries of Gulf of Guinea

**ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
Institution spécialisée de la CEEAC**

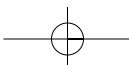
Comissao Regional das
Pescas do Golfo da Guiné

CONVENTION RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DES PÊCHES DANS LE GOLFE DE GUINÉE

CONVENCIÓN
RELATIVA AL DESARROLLO
REGIONAL DE PESCA
EN EL GOLFO DE GUINEA

CONVENÇÃO
RELATIVA AO DESENVOLVIMENTO
REGIONAL DAS PESCAS
NO GOLFO DA GUINÉ

Mai 2009



03

CONVENTION
RELATIVE AU DEVELOPPEMENT
REGIONAL DES PECHEES
DANS LE GOLFE DE GUINEE

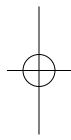
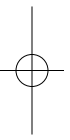
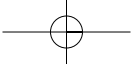
17

CONVENCIÓN
RELATIVA AL DESARROLLO
REGIONAL DE PESCA
EN EL GOLFO DE GUINEA

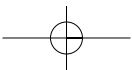
31

CONVENÇÃO
RELATIVA AO DESENVOLVIMENTO
REGIONAL DAS PESCAS
NO GOLFO DA GUINÉ

co co co o



co



co



CONVENTION
RELATIVE AU DEVELOPPEMENT
REGIONAL DES PECHEES
DANS LE GOLFE DE GUINEE

03

Préambule

Le Gouvernement de la République d'Angola ;

Le Gouvernement de la République du Cameroun ;

Le Gouvernement de la République du Congo ;

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo ;

Le Gouvernement de la République Gabonaise ;

Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale ;

Le Gouvernement de la République Démocratique de Sao Tome et Principe ;

Soucieux d'établir une plate forme régionale de concertation et de coopération en vue de parvenir à des politiques harmonisées de pêcheries ;

Désireux de promouvoir un partenariat avec les organisations internationales compétentes, dans le cadre d'une stratégie d'aménagement des pêches mise au service du développement socio-économique de leurs populations ;

Conscients de la nécessité de préserver les écosystèmes aquatiques à travers une gestion rationnelle des stocks de poisson en vue d'assurer un développement durable ;

Considérant le Traité instituant la communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

Se référant à la décision N°9/CEEAC/CCEG/XIII/07 prise le 30 octobre 2007 à Brazzaville, par la Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernements, conférant au Comité Régional des Pêches du golfe de Guinée (COREP), le statut d'institution spécialisée de la CEEAC ;

Ayant à l'esprit les principes et objectifs du Code de Conduite pour une Pêche Responsable d'une part, ainsi que les instruments conventionnels adoptés sous l'égide ou dans le cadre de la FAO à l'effet d'intensifier notamment la coopération entre ses membres ;

Tenant compte des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer de 1982, notamment celles relatives à la conclusion d'accords régionaux et sous régionaux de coopération dans le secteur des pêches et les autres instruments relatifs à la coopération internationale ;

Prenant également en compte, les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les droits relatifs aux utilisations des cours d'eau à des fins autres que la navigation de 1997 ;

Notant avec intérêt les dispositions de la Convention régionale sur la coopération halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique ainsi que les autres traités internationaux pertinents ;

Convient de ce qui suit :

Chapitre 1er

DEFINITIONS, CHAMP D'APPLICATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Article 1er : Définitions

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

- « *Convention* », la Convention portant sur le développement régional des pêches dans les zones relevant de la juridiction nationale des Etats du Golfe de Guinée.
- « *Partie* », tout Etat pour lequel la Convention est entrée en vigueur.
- « *CEEAC* », la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale.
- « *Commission* » ou « *COREP* », la Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée instituée en application de la présente Convention.
- « *Golfe de Guinée* », espace géographique compris entre la République du Cameroun incluse et la République d'Angola incluse et relevant de la Zone Economique Exclusive de chaque Partie.

Article 2 : Champ d'application

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent :

1. A la zone économique exclusive sous juridiction des Etats de l'Afrique Centrale riverains du Golfe de Guinée telle que définie dans l'article 1er ci-dessus ;
2. Aux fleuves, lacs et lagunes des Etats parties de l'Afrique Centrale.

Article 3 : Objectifs

Sans préjudice de la jouissance et de l'exercice des droits souverains des Parties, la présente convention a pour objectifs :

- L'harmonisation des politiques halieutiques des Etats parties ;
- La promotion d'une coopération active en matière de développement et d'aménagement des pêcheries dans les Etats parties ;
- La détermination d'une attitude concertée à l'égard de l'activité des navires de pêche des Etats tiers en accordant un traitement favorable aux unités de pêche sous pavillon des Etats parties ;

- La promotion de la constitution d'entreprises conjointes de pêche entre ressortissants des Etats parties ;
- La préservation et la protection des écosystèmes aquatiques, tant en eaux maritimes qu'en eaux continentales ;
- La coordination et le suivi des programmes de recherche et de formation en matière des pêches et d'aquaculture ;
- l'évaluation des ressources se trouvant dans les eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction de plusieurs Etats parties ;
- Le traitement, l'analyse et la mise à disposition des Etats parties des données scientifiques et techniques ainsi que les informations sur les pêches et l'aquaculture;
- l'intéressement des autres Etats parties sans littoral aux mesures de conservation et de gestion des ressources halieutiques du Golfe de Guinée ;
- le développement responsable des pêches et de l'aquaculture dans les zones relevant de la juridiction des Etats parties et comprenant notamment :
 - a) l'harmonisation des législations nationales pour le développement responsable des pêches et de l'aquaculture ;
 - b) la promotion d'un développement et d'une gestion responsables des pêches et de l'aquaculture, y compris des évaluations préalables des effets du développement de l'aquaculture sur la diversité génétique et l'intégrité des écosystèmes, fondées sur l'information scientifique la plus fiable disponible ;
 - c) la conduite des pêches et de l'aquaculture de telle sorte qu'elle n'ait pas des effets néfastes sur les moyens d'existence des communautés locales et leur accès aux zones de pêche.
- le développement responsable des pêches et de l'aquaculture dans les écosystèmes aquatiques transfrontières ;
- la mise en place d'un cadre juridique et administratif efficace aux niveaux local, national et régional, aux fins de la conservation des ressources halieutiques et de l'aménagement des pêcheries.

Chapitre 2

STRUCTURE ORGANIQUE ET FINANCEMENT DE LA COREP

Article 4 : Création de la COREP

En vue de mettre en œuvre les objectifs énoncés à l'article 3 ci-dessus, les Parties décident de créer et de mettre en place une organisation intergouvernementale dénommée Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée (COREP)

Article 5 : Structure organique de la COREP

La réalisation des missions dévolues à la Commission est assurée par les organes suivants :

- le Conseil des Ministres ;
- le Comité technique ;
- le Secrétariat Exécutif ;
- le Sous-comité scientifique.

Les règles de fonctionnement du Conseil des Ministres, du Comité technique, du Secrétariat Exécutif et du Sous-comité scientifique sont déterminées par le règlement intérieur de la COREP.

Article 6 : Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres est l'organe d'orientation et de décision de la Commission. Il définit les plans d'action et principes régissant l'activité de la COREP conformément aux objectifs de la Convention.

Le Conseil des Ministres est composé des Ministres chargés des pêches des Etats Parties. Il se réunit en session ordinaire tous les deux (2) ans et en session extraordinaire à la demande de la majorité des Parties.

La Présidence du Conseil des Ministres est assurée à tour de rôle pour une durée de deux (2) ans par chacun des Ministres chargés des pêches et de l'aquaculture suivant un ordre déterminé par le Conseil.

Le Conseil des Ministres peut, selon les besoins de la COREP, créer ou mettre en place des sous-comités techniques dans différents domaines d'activité.

Article 7 : Comité technique

Le Comité technique est l'organe consultatif et d'expertise du Conseil des Ministres. Il est composé des Directeurs des pêches, de l'aquaculture, ou de tout autre expert désigné par les Etats Parties.

Le Comité technique coordonne les activités de la COREP, approuve le budget et contrôle les comptes. Il statue sur toutes les mesures visant à faciliter la mise en œuvre des dispositions de la Convention et des décisions du Conseil des Ministres.

Il supervise les activités de la COREP et examine les questions réglementaires, administratives, législatives et juridiques.

Le Comité technique s'assure de l'exécution rationnelle et efficace des programmes de la COREP et prépare les travaux du Conseil des Ministres.

Le Comité technique veille à l'application des décisions du Conseil des Ministres. Il formule des recommandations au Conseil des Ministres sur les questions scientifiques et techniques qui lui sont communiquées pour examen et statue préalablement sur les matières que le Secrétaire Exécutif se propose de soumettre au Conseil des Ministres.

La Présidence en exercice du Comité technique est occupée par le pays qui assure la Présidence en exercice du Conseil des Ministres

Article 8 : Secrétariat Exécutif

Le Secrétariat Exécutif est l'organe permanent exécutif de la COREP. Son siège est à Libreville (GABON). Il est composé d'un Secrétaire Exécutif et d'un Secrétaire Exécutif Adjoint.

Article 9 : Secrétaire Exécutif

Le Secrétaire Exécutif de la COREP est nommé par le Conseil des Ministres pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois suivant un système rotatif entre les Etats membres. Le Secrétariat Exécutif est placé sous son autorité.

Le Secrétaire Exécutif :

- représente la Commission dans tous les actes de la vie civile ;
- élabore le projet d'ordre du jour et prépare l'organisation des sessions du Conseil des Ministres, du Comité technique et des autres instances de la Commission ;
- assure la gestion administrative de la Commission ;
- exécute les décisions du Conseil des Ministres ;
- recrute le personnel dans les conditions prévues par les statuts du personnel;
- prépare le projet de budget qu'il soumet à l'approbation du Comité technique et à l'adoption du Conseil des Ministres ;
- présente au Conseil des Ministres un rapport d'activités annuel et un rapport sur l'état d'exécution du budget contresigné par l'administrateur financier ;
- établit et maintient des liaisons régulières avec les Etats membres notamment à travers les membres du Comité technique ;
- prépare les documents sur les mesures d'aménagement des pêcheries qu'il convient de prendre dans l'intérêt de la Commission ;
- exerce tout autre mandat qui lui est confié par le Conseil des Ministres.

Le Secrétaire Exécutif est l'ordonnateur des crédits de la Commission

Article 10 : Le Secrétaire Exécutif Adjoint

Le Secrétaire Exécutif Adjoint de la COREP est nommé par le Conseil des Ministres dans les mêmes conditions que le Secrétaire Exécutif.

Le Secrétaire Exécutif Adjoint est chargé de la coordination technique et assure l'intérim ou la suppléance du Secrétaire Exécutif en cas d'empêchement ou de vacance.

Article 11 : Sous-comité scientifique

Le Sous-comité scientifique émet des avis au Comité technique et au Secrétariat Exécutif sur les questions scientifiques et techniques.

Le Sous-comité scientifique est composé de chercheurs et de scientifiques

désignés par leurs Etats respectifs à raison de deux par Etat.

En outre, le Sous-comité scientifique est chargé de :

- formuler des recommandations sur les politiques et procédures qui régissent la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données sur les pêches et l'aquaculture ;
- faciliter l'échange entre scientifiques et l'examen critique des informations concernant la recherche halieutique et le fonctionnement des pêcheries et de l'aquaculture dans les domaines d'intérêt de la COREP ;
- élaborer et coordonner des programmes de recherche coopérative auxquels sont associés des membres de la COREP, à l'appui de l'aménagement des pêcheries et l'aquaculture ;
- évaluer l'état des stocks se trouvant dans la région de la COREP ainsi que les effets probables d'un nouvel effort de pêche et de différents modes et intensités de pêche, et faire rapport au Conseil technique à ce sujet ;
- formuler, le cas échéant, des recommandations sur la conservation, l'aménagement des pêcheries et la recherche en indiquant notamment celles approuvées par consensus ainsi que les opinions majoritaires et minoritaires et faire rapport au Comité technique, si nécessaire ;
- examiner toute question soumise par le Comité technique ;
- réaliser d'autres activités techniques intéressant le Comité technique.

Article 12 : Ressources financières

Le financement des activités de la Commission est assuré par :

- les contributions statutaires des Etats membres ;
- les subventions de la CEEAC ;
- les dons, legs et autres subventions de partenaires multilatéraux, bilatéraux ou transnationaux.

Les taux et modalités d'allocation des ressources financières font l'objet d'un protocole annexé à la présente Convention.

Les ressources de la COREP sont destinées à :

- couvrir les frais de fonctionnement du Secrétariat Exécutif ;
- financer les activités, projets et programmes mis en œuvre dans le cadre de la Convention.

Article 13 : Gestion des ressources financières

La gestion des ressources financières de la COREP est assurée par un Administrateur financier, désigné par le Conseil des Ministres. L'Administrateur financier est le comptable de la COREP. Il contresigne toutes les dépenses engageant les ressources financières de la COREP. Il prépare chaque année, un rapport d'exécution du budget.

Article 14 : Protocoles

Les parties élaborent et adoptent des protocoles additionnels relatifs aux procédures et normes relatives aux règles de fonctionnement des organes de la COREP, les clefs de répartition et les barèmes des contributions financières.

Les protocoles entrent en vigueur dès leur approbation par le Conseil des Ministres.

Article 15 : Rapports avec la CEEAC

Dans le cadre de la coordination de l'activité des institutions spécialisées, la CEEAC définit les grandes orientations de l'action de la COREP, examine la conformité de son budget au mandat des Etats membres et approuve les arrangements d'ordre financier souscrits entre la COREP et les tiers.

La CEEAC est informée a priori, des projets de budget de la COREP ainsi que toute négociation tendant à la conclusion d'un accord avec d'autres institutions spécialisées ou organisations gouvernementales et non gouvernementales et a la faculté d'y apporter des observations ou des recommandations.

Le droit de contrôle de la CEEAC sur la COREP en matière administrative et budgétaire ne doit pas empiéter ni entamer, le pouvoir de décision, ni l'autonomie fonctionnelle de la Commission.

Article 16 : Coopération avec les autres organisations

En vue de réaliser les objectifs de la Convention, les Parties coopèrent selon toutes formes appropriées avec les Organisations sous régionales, Régionales et Internationales compétentes.

Chapitre 3

DISPOSITIONS FINALES

Article 17 : Règlement des différends

Tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente Convention est réglé par voie de négociation entre les Parties.

A défaut, les Parties recourent à l'arbitrage selon des modalités à convenir d'un commun accord.

Article 18 : Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats africains riverains du Golfe de Guinée tel que défini à l'article 2 ci-dessus.

La Convention est rédigée dans les langues officielles des Etats Parties à savoir l'anglais, l'espagnol, le français et le portugais, les quatre (4) textes faisant également foi.

Article 19 : Entrée en vigueur

La présente Convention, qui se substitue et abroge les dispositions de la Convention relative au développement des Pêches dans le golfe de Guinée signée à Libreville, le 21 juin 1984, entre en vigueur provisoirement dès sa signature et définitivement après l'accomplissement par deux tiers des Etats, des procédures constitutionnelles requises par leur droit interne.

Article 20 : Dépositaire

Les instruments de ratification, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès de la République Gabonaise, Etat du siège, qui est le dépositaire de la Convention.

Article 21 : Amendements

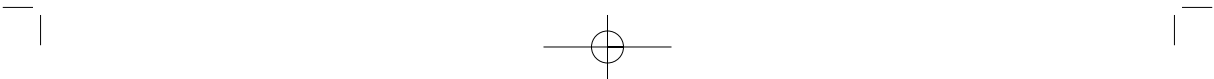
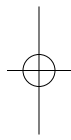
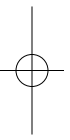
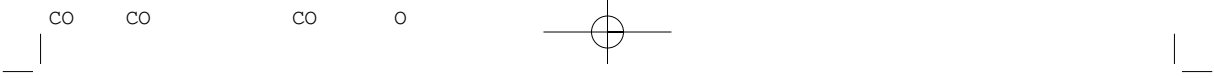
Toute Partie peut proposer des amendements à la Convention ou aux protocoles y annexés. Les projets d'amendements sont communiqués aux autres Parties six (6) mois avant leur examen. Les amendements sont adoptés par les Parties à la majorité des deux tiers et entrent en vigueur trente (30) jours après leur adoption.

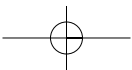
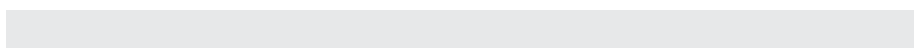
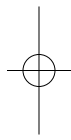
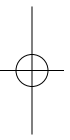
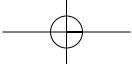
Article 22 : Dénonciation

Toute Partie peut, dans un délai de cinq (5) ans après l'entrée en vigueur, dénoncer la présente Convention, sous réserve de notifier au dépositaire son intention de la dénoncer.

Le retrait prend effet un (1) an après cette notification.

Fait à Pointe Noire, le 08 mai 2009







CONVENCIÓN
RELATIVA AL DESARROLLO
REGIONAL DE PESCA
EN EL GOLFO DE GUINEA

17

Preámbulo

El Gobierno de la República de Angola

El Gobierno de la República del Camerún;

El Gobierno de la República del Congo;

El Gobierno de la República Democrática del Congo;

El Gobierno de la República Gabonesa

El Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial;

El Gobierno de la República Democrática de Sao Tome y Príncipe.

Guidados de establecer un programa regional de concertación y de cooperación con miras a alcanzar unas políticas armonizadas de explotación de la pesca;

Deseoso de promover un partenariado con las organizaciones internacionales competentes, en el marco de una estrategia de disposiciones de pesca puestas al servicio del desarrollo socioeconómico de sus poblaciones;

Conscientes de la necesidad de conservar los ecosistemas acuáticos con miras a asegurar de forma racional las reservas de pescado con miras a asegurar un desarrollo sostenible;

Considerando el Tratado por el que se crea la Comunidad Económica de los Estados del África Central;

Haciendo referencia a la Decisión N°9/CEEAC/CJEG/XIII/07 de fecha 30 de octubre de 2007 en Brazzaville, por la Conferencia de Jefes de Estado y de Gobierno, concediendo al Comité Regional de Pesca del Golfo de Guinea (COREP), el estatuto de institución especializada de la CEEAC;

Teniendo en cuenta los principios y objetivos de las normas de conducta para una pesca Responsable por un lado, así como los instrumentos convencionales adoptados bajo los auspicios o en el marco de la FAO, con la finalidad de intensificar especialmente la cooperación entre sus Estados miembros;

Teniendo en cuenta las disposiciones pertinentes de la Convención de las Naciones Unidas relativa al derecho de la mar de 1982, especialmente aquellas relativas a la conclusión de los acuerdos regionales y subregionales de cooperación en el sector de pesca y los demás instrumentos relativos a la cooperación internacional;

Teniendo igualmente en cuenta, las disposiciones de la Convención de las Naciones Unidas relativa a los derechos sobre las utilidades de los ríos sólo para la navegación de 1997;

Observando con interés las disposiciones de la Convención regional relativa a la cooperación de la pesca entre los Estados Africanos ribereños océano Atlántico así como los demás tratados internacionales pertinentes;

Conviene lo siguiente:

Capítulo Primero

DEFINICIONES, CAMPO DE APLICACIÓN Y OBJETIVOS DE LA CONVENCIÓN

Artículo Primero : Definiciones

A los fines de la presente convención, se entiende por :

“*Convención*”, la Convención relativa al desarrollo regional de pesca en las zonas de la jurisdicción marítima nacional de los Estados del Golfo de Guinea.

“*Parte*”, todo Estado en el que la Convención entró en vigor.

“*CEEAC*”, la Comunidad Económica de los Estados de África Central.

“Comisión” o “COREP”, la Comisión Regional de Pesca del Golfo de Guinea creada en aplicación de la presente Convención.

“*Golfo de Guinea*”, espacio geográfico comprendido entre la República del Camerún y la República de Angola y correspondiente a la Zona Económica Exclusiva de cada parte.

Artículo 2 : Campo de aplicación

Las disposiciones de la presente Convención tendrán aplicación:

1. En la zona económica exclusiva bajo jurisdicción de los Estados de África Central del Golfo de Guinea tal como definido en el artículo Primero arriba mencionado.
2. En los ríos , lagos y lagunas de los Estados miembros de África central

Artículo 3 : Objetivos

Sin perjuicio del gozo y del ejercicio de sus derechos de soberanía de las partes, la presente convención tiene como objetivos:

- La armonización de las políticas de pesca de los Estados miembros;
- La promoción de una cooperación activa en el campo del desarrollo y de instalación de pescaderías en los Estados miembros;
- La determinación de una posición concertada en relación a la actividad de los barcos de pesca de países terceros, concediendo un tratamiento favorable a los barcos de pesca con bandera de los Estados miembros;

- Promover la constitución de empresas mixtas de pesca entre los súbditos de los Estados miembros;
- La conservación y la protección de los ecosistemas acuáticos, tanto en las aguas marítimas que en las aguas continentales (dulce);
- La coordinación y el seguimiento de los programas de investigación y de formación en el dominio de pesca y de acuicultura;
- La estimación de los recursos que se encuentran en las aguas dependientes de la soberanía o de la jurisdicción de varios Estados miembros;
- El procesamiento, análisis y el suministro a los Estados miembros de los datos científicos y técnicos así como las informaciones relativas a la pesca y a la acuicultura;
- La motivación a los demás Estados miembros sin litoral a las medidas de conservación y de gestión de los recursos de pesca del Golfo de Guinea;
- El desarrollo responsable de la pesca y de la acuicultura en las zonas que dependen de la jurisdicción de los Estados miembros e incluyendo especialmente:
 - a) La armonización de las legislaciones nacionales para el desarrollo responsable de la pesca y de la acuicultura;
 - b) La promoción de un desarrollo y de una gestión responsable de la pesca y de la acuicultura, incluyendo la estimación previa de los efectos del desarrollo de la acuicultura relativa a la diversidad genética y de la integridad de los ecosistemas, basado sobre la información científica la más fiable disponible;
 - c) El comportamiento de la pesca y de la acuicultura de tal manera que no conozca efectos nefastos sobre los medios de existencia de las comunidades locales y su acceso a las Zonas de pesca
- El desarrollo responsable de la pesca y de la acuicultura en los ecosistemas acuáticos transfronterizos ;
- La creación de un marco jurídico y administrativo eficaz en los niveles local, nacional y regional, con fines de la conservación de los recursos de la pesca y de la instalación de pescaderías.

Capítulo 2

ESTRUCTURA ORGÁNICA Y FINANCIAMIENTO DE LA COREP

Artículo 4 : Creación de la COREP

Con miras a poner en ejecución los objetivos preconizados en el artículo 3 arriba mencionado, los estados miembros decidieron de crear una organización intergubernamental llamada Comisión Regional de Pesca del Golfo de Guinea (COREP)

Artículo 5 : estructura orgánica de la COREP

La materialización de las misiones asignadas a la Comisión serán llevadas acabo por los siguientes órganos:

- el consejo de Ministros;
- el Comité técnico;
- la secretaría ejecutiva;
- el subcomité científico.

Las normas de funcionamiento del Consejo de Ministros, del Comité técnico, de la Secretaría ejecutiva y del subcomité científico serán determinados por el reglamento interno de la COREP

Artículo 6 : El Consejo de Ministros

El Consejo de Ministros será el órgano de orientación y de decisión de la Comisión. El define los programas de acción y los principios que rigen la actividad de la COREP en conformidad con los objetivos de la Convención.

El Consejo de Ministros será compuesto de ministros encargados de pesca de los Estados miembros. Se reunirán en sesión ordinaria cada dos (2) años y en sesión extraordinaria a petición de la mayoría de los Estados.

La presidencia del Consejo de Ministros será asumida por turno para una duración de dos (2) años por cada Ministro encargado de pesca y de acuicultura según un orden determinado por el Consejo.

El consejo de Ministros puede, según las necesidades de la COREP, crea subcomités técnicos en diferentes dominios de actividad.

Artículo 7 : Comité técnico

El Comité técnico será el órgano consultivo y de información del Consejo de Ministros. Será compuesto de los Directores de pesca, de acuicultura, o de cualquier otro experto designado por los Estados miembros.

El Comité técnico coordina las actividades de la COREP, aprueba el presupuesto y controla las cuentas. El determina sobre todas las medidas con miras a facilitar la aplicación de las disposiciones de la Convención y de las decisiones del Consejo de Ministros.

El supervisa las actividades de la COREP y examina los asuntos reglamentarios, administrativos, legislativos y jurídicos. El comité técnico vela por el cumplimiento racional y eficaz de los programas de la COREP y prepara los trabajos del Consejo de Ministros.

El Comité técnico vela por el cumplimiento de las decisiones del Consejo de Ministros. El presenta las recomendaciones al Consejo de Ministros relativas a los asuntos científicos y técnicos que le serán presentados para su examen y se pronuncia previamente sobre los asuntos que la Secretaría Ejecutiva se propone a presentar al Consejo de Ministros.

La Presidencia en ejercicio del Comité técnico será asumida por el país que asume la Presidencia en ejercicio del Consejo de Ministros.

Artículo 8 : Secretaría Ejecutiva

La Secretaría Ejecutiva será el órgano permanente ejecutivo de la COREP. Su sede será en Libreville (Gabon). Ella será compuesta de un Secretario Ejecutivo y de un Secretario Ejecutivo Adjunto.

Artículo 9 : Secretario Ejecutivo

El Secretario Ejecutivo de la COREP será nombrado por el Consejo de Ministros para un mandato de cuatro (4) años renovable una vez según el sistema de rotación entre los Estados miembros. La Secretaría Ejecutiva será bajo su autoridad

El secretario Ejecutivo:

- Representa a la Comisión en todos los actos de la vida civil;
- Elabora el proyecto de orden del día y prepara la organización de las sesiones del Consejo de Ministros, del Comité técnico y demás órganos de la Comisión;
- Asume la gestión administrativa de la Comisión
- Hace cumplimiento a las decisiones del Consejo de Ministros.
- Contrata el personal en las condiciones previstas por el estatuto del personal;
- Prepara el proyecto de presupuesto que presenta al Comité técnico para su aprobación y su adopción por el Consejo de Ministros;
- Presenta un informe anual de las actividades al Consejo de Ministros y un informe relativo a la ejecución del presupuesto refrendado por el administrador financiero;
- Establece y mantiene las relaciones permanentes con los Estados miembros especialmente por mediación de los miembros del Comité técnico;
- Prepara los documentos relativos a las medidas a tomar para la instalación de pescaderías que convendría tomar en el interés de la Comisión;
- Ejercer cualquiera tarea que le será recomendado por el Consejo de Ministros. El Secretario Ejecutivo será el ordenador de los créditos de la Comisión.

Artículo 10 : El Secretario Ejecutivo Adjunto

El Secretario Ejecutivo Adjunto de la COREP será nombrado por el Consejo de Ministros en las mismas condiciones que el Secretario Ejecutivo.

El Secretario Ejecutivo Adjunto será encargado de la coordinación técnica y asumirá el interino o el suplente del Secretario Ejecutivo en caso de impedimento o de vacante

Artículo 11 : Subcomité científico

El subcomité científico da su parecer al Comité técnico y a la Secretaría Ejecutiva sobre los asuntos científicos y técnicos.

El subcomité científico será integrada de investigadores y de científicos designados por sus respectivos Estados, a razón de dos por Estado.

Además, el subcomité científico se encargará de :

- Preparar las recomendaciones relativas a las políticas y procedimientos que regirán la recolección, procesamiento, análisis y la difusión de los datos relativos a la pesca y a la acuicultura;
- Facilitar el intercambio entre científicos y el examen detenido de las informaciones concernientes a la investigación de la pesca y el funcionamiento de las pescaderías y de la acuicultura en los dominios del interés de la COREP
- Elaborar y coordinar los programas de investigación cooperativa la cual están asociado los miembros de la COREP, en el apoyo de la instalación de pescaderías y acuicultura;
- Estimar el estado de las reservas que se encuentran en la región de la COREP así como los efectos probables de una nueva capacidad de pesca y de diferentes maneras e intensidades de pesca, y presentar un informe al Consejo técnico a este respecto;
- presentar, llegado el momento, las recomendaciones a la conservación a la instalación de pescaderías y la investigación indicando especialmente aquellas aprobadas por consenso así como las opiniones mayoritarias y minoritarias y presentar un informe al comité técnico, si fuera necesario;
- Examinar cualquier asunto presentado por el Comité Técnico;
- Llevar acabo las demás actividades técnicas interesadas por el Comité técnico

Artículo 12 : Recursos financieros

La financiación de las actividades de la Comisión será asumida por :

- Las contribuciones estatutarias de los Estados miembros;
- Las subvenciones de la CEEAC
- Las donaciones y demás subvenciones de partenariado multilaterales, bilaterales o transnacionales.

El porcentaje y modalidades de asignación de los recursos financieros son objeto de un protocolo anexo a la presente convención.

Artículo 13 : la Gestión de los recursos financieros

La gestión de los recursos financieros de la COREP serán asumidos por un Administrador financiero designado por el Consejo de Ministros será el contable de la COREP. El refrendará todos los gastos, los recursos financieros de la COREP. El preparará cada año, un informe de la ejecución del presupuesto.

Artículo 14 : Los protocolos

Los Estados miembros elaborarán y adoptarán los protocolos adicionales relativos a los procedimientos y normas relativas a la normas de funcionamiento de los órganos de COREP, la clave de repartición y los baremos de las contribuciones financieras. Los protocolos entrarán en vigor tras su aprobación por el Consejo de Ministros.

Artículo 15 : Relaciones con la CEEAC

En el marco de la coordinación de la actividad de las instituciones especializadas, la CEEAC define las grandes orientaciones de la acción de la COREP, examina la conformidad de su presupuesto, en conformidad con el mandato de los Estados miembros y aprueba los arreglos de orden financiero contraídos entre la COREP y los terceros.

La CEEAC será informado en prioridad, de los proyectos de presupuesto de la COREP así como cualquiera negociación relacionada a la conclusión de un acuerdo con otras instituciones especializadas y organizaciones gubernamentales y no gubernamentales y está facultado para aportar observaciones o recomendaciones.

El derecho de control de la CEEAC sobre la COREP en el dominio administrativo y presupuestario no deberá usurpar, el poder de decisión, ni la autonomía de funcionamiento de la Comisión.

Artículo 16 : la cooperación con la demás organizaciones.

Con miras a realizar los objetivos de la convención, los estados miembros cooperarán según todas las formas apropiadas con las organizaciones subregionales, Regionales e internacionales competentes.

Capítulo 3

DISPOSICIONES FINALES

Artículo 17 : Arreglo de litigio

Cualquier litigio procedente de la aplicación o de la interpretación de la presente Convención será arreglado por la vía de la negociación entre los Estados miembros.

A falta de arreglo, los Estados miembros recurrirán al arbitraje según las modalidades a convenir de común acuerdo.

Artículo 18 : Firma

La presente Convención será abierta a la firma de todos los Estados africanos ribereño del Golfo de Guinea tal como definido en el artículo 2 arriba mencionado

La convención será redactada en las lenguas oficiales de los Estados miembros a saber: en inglés, español, francés y portugués, los cuatro (4) textos siendo igualmente fideles.

Artículo 19 : Entrada en vigor

La presente Convención, que sustituye y anula las disposiciones de la Convención relativa ya desarrollado de la Pesca en el Golfo de Guinea firmado en Libreville, el 21 de junio de 1984, entrará en vigor provisionalmente después de su firma y definitivamente después de su rectificación por los dos tercios de los Estados miembros, los procedimientos constitucionales requeridos por sus leyes internas

Artículo 20 : Depositario

Los instrumentos de ratificación, de aprobación o de adhesión serán depositados ante la República Gabonesa, Estado de la sede, que es el depositario de la Convención.

Artículo 21 : Enmiendas

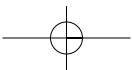
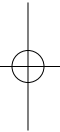
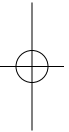
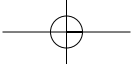
Cualquier Estado miembro puede proponer enmiendas a la Convención o a los protocolos y anexos. Los proyectos de enmiendas serán comunicados a los demás Estados miembros seis (6) meses antes de su examen. Las enmiendas serán adoptadas por los Estados miembros en la mayoría de dos tercios y entrarán en vigor treinta (30) días después de su adopción.

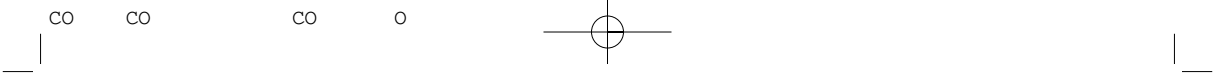
Artículo 22 : denuncia

Cualquier Estado miembro , en un plazo de cinco (5) años después de la entrada en vigor, puede presentar su denuncia a la presente Convención, a reserva de notificar al depositario su intención de denuncia.

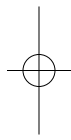
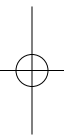
La retirada tomará efecto un (1) año después de esta notificación.

Hecho en Pointe-Noire , el 08 / 05 /2009

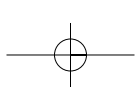
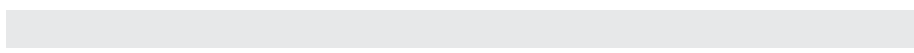




co co co o



30





CONVENÇÃO
RELATIVA AO DESENVOLVIMENTO
REGIONAL DAS PESCAS
NO GOLFO DA GUINÉ

31

Preâmbulo

O Governo da República de Angola ;

O Governo da República dos Camarões ;

O Governo da República do Congo ;

O Governo da República Democrática do Congo ;

O Governo da República Gabonesa ;

O Governo da República da Guiné Equatorial ;

O Governo da República Democrática de São Tomé e Príncipe ;

Empenhados em estabelecerem uma plataforma regional de concertação e de cooperação visando a elaboração de políticas harmonizadas em matéria das pescas ;

Interessados em promoverem uma parceria com as organizações internacionais competentes, no quadro de uma estratégia de ordenamento das pescas ao serviço do desenvolvimento socio-económico de suas populações ;

Conscientes da necessidade de preservarem os ecossistemas aquáticos através de uma gestão racional dos stocks de pescado com vista a garantir um desenvolvimento sustentável ;

Considerando o Tratado que institui a Comunidade Económica dos Estados da África Central

Referindo-se à decisão N°9/CEEAC/CCEG/XIII/07 de 30 de Outubro de 2007 em Brazzaville, adoptada pela Conferência dos Chefes de Estado e de

Governo, que confere ao Comité Regional das Pescas do Golfo da Guiné (COREP), o estatuto de instituição especializada da CEEAC ;

Tendo presente os princípios e objectivos do Código de conduta para uma Pesca Responsável por um lado, assim como os instrumentos convencionais adoptados sob a égide ou no quadro da FAO com vista a intensificar nomeadamente a cooperação entre os seus membros ;

Tendo em conta as disposições pertinentes da Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do mar de 1982, nomeadamente as relativas à conclusão de acordos regionais e sub-regionais de cooperação no sector das pescas e outros instrumentos relativos à cooperação internacional;

Tendo de igual modo em conta, as disposições da Convenção das Nações Unidas de 1997 sobre os direitos relativos às utilizações dos cursos de água para outros fins que não a navegação ;

Notando com interesse as disposições da Convenção regional sobre a cooperação halieutica entre os Estados Africanos banhados pelo Oceano Atlântico assim como outros tratados internacionais pertinentes ;

Acordam o seguinte :

Capítulo 1º

DEFINIÇÕES, CAMPO DE APLICAÇÃO E OBJECTIVOS DA CONVENÇÃO

Artigo 1º : Definições

Para fins da presente Convenção, entende-se por :

- « *Convenção* », a Convenção relativa ao desenvolvimento regional das pescas nas zonas sob a jurisdição nacional dos Estados do Golfo da Guiné.
- « *Parte* » todo o Estado abrangido pela Convenção com a sua entrada em vigor.
- « *CEEAC* » Comunidade Económica dos Estados da África Central.
- « *Comissão* » ou « *COREP* », a Comissão Regional das Pescas do Golfo da Guiné instituída em aplicação da presente Convenção.
- « *Golfo da Guiné* » espaço geográfico compreendido entre a República dos Camarões e a República de Angola e que constitui a zona Económica Exclusiva de cada Parte.

Artigo 2 : Campo de aplicação

As disposições da presente Convenção aplicam-se :

1. À zona económica exclusiva sob a jurisdição dos Estados da África Central do Golfo da Guiné como definido no artigo 1º supra;
2. Aos rios, lagos e ribeiras dos Estados partes da África Central :

Artigo 3 : Objectivos

Sem prejuízo do usufruto e do exercício dos direitos soberanos das Partes, a presente Convenção tem por objectivos :

- A harmonização das políticas haliêuticas dos Estados partes ;
- A promoção de uma cooperação activa em matéria de desenvolvimento e de ordenamento das pescas dos Estados partes ;
- A determinação de uma atitude concertada a respeito da actividade de navios de pesca de Estados terceiros reservando tratamento favorável às unidades de pesca pertencentes aos Estados partes ;

- A promoção da constituição de empresas conjuntas de pesca entre cidadãos dos Estados Partes ;
- A preservação e a proteção dos ecossistemas aquáticos, tanto nas águas marítimas como em águas continentais ;
- A coordenação e o seguimento dos programmas de pesquisa e de formação em matéria das pescas e da aquacultura ;
- A avaliação dos recursos que se encontram nas águas que são da soberania ou de jurisdição de vários Estados partes ;
- O tratamento, a análise e disponibilização de dados científicos e técnicos assim como as informações sobre as pescas e a aquacultura ;
- O envolvimento dos outros Estados partes sem litoral relativamente às medidas de conservação e de gestão dos recursos haliêuticos do Golfo da Guiné ;
- O desenvolvimento responsável das pescas e da aquacultura nas zonas de jurisdição dos Estados partes e, compreendendo nomeadamente :
 - a) a harmonização das legislações nacionais para o desenvolvimento responsável das pescas e da aquacultura ;
 - b) a promoção de um desenvolvimento e de uma gestão responsáveis das pescas e da aquacultura, incluindo avaliações prévias sobre os efeitos do desenvolvimento da aquacultura sobre a diversidade genética e a integridade dos ecossistemas, baseadas na informação científica, a mais fiel possível ;
 - c) a prática da pesca e da aquacultura de forma a que a mesma não tenha efeitos nefastos sobre os meios de subsistência das comunidades locais e seu acesso às zonas de pesca ;
- O desenvolvimento responsável das pescas e da aquacultura nos ecossistemas transfronteiriços ;
- O estabelecimento de um quadro jurídico e administrativo eficaz aos níveis local, nacional e regional, para fins de conservação dos recursos haliêuticos e do ordenamento das pescas.

Capítulo 2º

ESTRUTURA ORGÂNICA E FINANCIAMENTO DA COREP

Artigo 4 : Criação da COREP

Para fins de implementação dos objectivos enunciados no artigo 3 supra, as Partes decidem criar e estabelecer uma organização intergovernamental denominada Comissão Regional das Pescas do Golfo da Guiné (COREP).

Artigo 5 : Estrutura orgânica da COREP

A realização das missões conferidas à Comissão é assegurada pelos seguintes órgãos :

- O Conselho de Ministros ;
- O Comité tecnico ;
- O Secretariado Executivo ;
- O Sub-comité científico.

As regras de funcionamento do Conselho de Ministros, do Comité Técnico, do Secretariado Executivo e do Sub-comité científico são determinadas pelo regulamento interno da COREP.

Artigo 6 : Conselho de Ministros

O Conselho de Ministros é o órgão de orientação e de decisão da Comissão. O mesmo define os planos de acção e princípios que regem a actividade da COREP em conformidade com os objectivos da Convenção.

O Conselho de Ministros é composto dos Ministros encarregues das Pescas dos Estados Partes. Reúne-se em sessão ordinária de dois em dois (2) anos e em sessão extraordinária a pedido da maioria das Partes.

A Presidência do Conselho de Ministros é assegurada de forma rotativa por um período de dois (2) anos por cada um dos Ministros encarregues das Pescas e da aquacultura segundo uma ordem determinada pelo Conselho.

O Conselho de Ministros pode, de acordo com as necessidades da COREP, criar ou estabelecer sub-comités técnicos para os diferentes domínios de actividade.

Artigo 7 : Comité técnico

O Comité técnico é o órgão consultivo e de assessoria do Conselho de Ministros. O mesmo é composto dos Directores das pescas, da aquacultura, ou mesmo de um perito designado pelos Estados Partes.

O Comité técnico coordena as actividades da COREP, aprova o orçamento e controla as contas. O mesmo estatui sobre todas as medidas que visem facilitar a implementação das disposições da Convenção e das decisões do Conselho de Ministros.

Supervisiona as actividades da COREP e analisa as questões regulamentares, administrativas, legislativas e jurídicas.

O Comité técnico vela pela execução racional e eficaz dos programas da COREP e prepara os trabalhos do Conselho de Ministros.

O Comité técnico vela pela aplicação das decisões do Conselho de Ministros. Formula recomendações ao Conselho de Ministros sobre questões científicas e técnicas que lhe são submetidas para análise e estatui previamente sobre as matérias que o Secretário Executivo propõe-se submeter ao Conselho de Ministros.

O Presidente em exercício do Comité técnico cabe ao país que assegura a presidência em exercício do Conselho de Ministros.

Artigo 8 : Secretariado Executivo

O Secretariado Executivo é o órgão permanente executivo da COREP. Sua sede encontra-se em Libreville (GABÃO). É composto de um Secretário Executivo e de um Secretário Executivo Adjunto.

Artigo 9 : Secretário Executivo

O Secretário Executivo da COREP é nomeado pelo Conselho de Ministros para um mandato de quatro (4) anos renováveis uma vez segundo um sistema rotativo entre os Estados membros.

O Secretariado Executivo está sob sua autoridade.

O Secretário Executivo :

- Representa a Comissão em todos os actos da vida civil ;
- Elabora o projecto de ordem do dia e prepara a organização das sessões do Conselho de Ministros, do Comité técnico e das outras instâncias da Comissão;
- Assegura a gestão administrativa da Comissão ;
- Executa as decisões do Conselho de Ministros ;
- Recruta o pessoal nas condições previstas pelos estatutos ;
- Prepara o projecto de orçamento que submete à aprovação do Comité técnico e à adopção do Conselho de Ministros ;
- Apresenta ao Conselho de Ministros um relatório sobre a execução do orçamento com a assinatura do administrador financeiro ;
- Estabelece e mantém ligações regulares com os Estados membros nomeadamente através dos membros do Comité técnico ;
- Prepara os documentos sobre as medidas de ordenamento das pescas que se impõem no interesse da Comissão ;
- Exerce todo e qualquer mandato que lhe seja confiado pelo Conselho de Ministros ;
- O Secretário Executivo é o ordenador dos créditos da Comissão.

Artigo 10 : O Secretário Executivo Adjunto

O Secretário Executivo Adjunto da COREP é nomeado pelo Conselho de Ministros nas mesmas condições que o Secretário Executivo.

O Secretário Executivo Adjunto é encarregue da coordenação técnica e assegura o interino ou a substituição do Secretário Executivo em caso de impedimento ou de vacatura.

Artigo 11 : Sub-comité científico

O Sub-comité científico emite pareceres ao Comité técnico e ao Secretário Executivo sobre as questões científicas e técnicas.

O Sub-comité científico é composto de pesquisadores e de cientistas designados pelos Estados respectivos à razão de dois por Estado.

Por outro lado o Sub-comité científico é encarregue de :

- Formular recomendações sobre as políticas e procedimentos que regem a recolha, o tratamento, a análise e a divulgação dos dados sobre as pescas e a aquacultura ;
- Facilitar o intercâmbio entre cientistas e a análise crítica das informações relativas à pesquisa haliêutica e o funcionamento das pescas e da aquacultura nos domínios de interesse da COREP ;
- Avaliar a situação dos stocks que se encontram na região da COREP assim como os efeitos prováveis de um novo esforço de pesca e de diferentes formas e intensidades de pesca, e elaborar o relatório a respeito ;
- Formular, se necessário, recomendações sobre a conservação, o ordenamento das pescas e a pesquisa indicando nomeadamente as aprovadas por consenso assim como as opiniões maioritárias e minoritárias e elaborar relatório ao Comité técnico, se necessário ;
- Analisar todas as questões submetidas pelo Comité técnico ;
- Realizar outras actividades técnicas que sejam do interesse do Comité técnico.

Artigo 12 : Recursos financeiros

O financiamento das actividades da Comissão é assegurado pelos (as) :

- contribuições estatutárias dos Estados membros ;
- subvenções da CEEAC ;
- donativos e outros apoios de parceiros multilaterais, bilaterais ou transnacionais.

Os aportes e modalidades de afectação dos recursos financeiros são objecto de um protocolo anexo à presente Convenção.

Os recursos da COREP destinam-se a :

- cobrir as despesas de funcionamento do Secretariado Executivo ;
- financiar as actividades, projectos e programas implementados no quadro da Convenção.

Artigo 13 : Gestão dos recursos financeiros

A gestão dos recursos financeiros da COREP é assegurada por um Administrador financeiro, designado pelo Conselho de Ministros. O Administrador financeiro é o contabilista da COREP. O mesmo coloca a sua assinatura em todas as despesas que envolvem recursos da COREP. O Administrador prepara anualmente um relatório de execução do orçamento.

Artigo 14 : Protocolos

As Partes elaboram e adoptam protocolos adicionais relativos aos procedimentos e normas relativas às regras de funcionamento dos órgãos da COREP, as grelhas de repartição e as tabelas das contribuições financeiras.

Os protocolos entram em vigor desde a sua aprovação pelo Conselho de Ministros.

Artigo 15 : Relações coma a CEEAC

No quadro da coordenação da actividade das instituições especializadas, a CEEAC define as grandes orientações da acção da COREP, analisa a conformidade do seu orçamento em relação ao mandato dos Estados membros e aprova os arranjos de ordem financeira subscritos entre a COREP e terceiros.

A CEEAC é informada previamente sobre os projectos de orçamento da COREP assim como sobre as negociações tendentes à conclusão de um acordo com outras instituições especializadas ou organizações governamentais e não governamentais e a faculdade de proceder a observações ou formular recomendações.

O direito de controlo da CEEAC sobre a COREP em matéria administrativa e orçamental não deve no entanto interferir nem afectar o poder de decisão, nem a autonomia funcional da Comissão.

Arigo 16 : Cooperação com as outras organizações

Para a realização dos objectivos da Convenção, as Partes cooperam de forma apropriada com as Organizações sub-regionais, Regionais e Internacionais competentes.

CAPITULO 3

DISPOSIÇÕES FINAIS

Artigo 17 : Resolução dos diferendos

Todo o diferendo decorrente da aplicação ou da interpretação da presente Convenção será resolvido pela via de negociação entre as Partes.

Caso contrário, as Partes recorrem à arbitragem segundo as modalidades a serem fixadas de comum acordo.

Artigo 18 : Assinatura

A presente Convenção está aberta à assinatura de todos os Estados membros do Golfo da Guiné conforme se define no artigo 2 supra. A Convenção é redigida nas línguas oficiais dos Estados Partes a saber o inglês, o espanhol, o francês e o português, os quatro (4) textos fazendo igualmente fé.

Artigo 19 : Entrada em vigor

A presente Convenção, que substitui ou revoga as disposições da Convenção relativa ao desenvolvimento das Pescas no Golfo da Guiné assinada em Libreville, em 21 de Junho de 1984, entra em vigor provisoriamente logo após a sua assinatura e definitivamente após o cumprimento por dois terços dos Estados, dos procedimentos constitucionais ligados ao seu direito interno.

Artigo 20 : Depositário

Os instrumentos de ratificação são depositados junto da República Gabonesa, País de sede, que é o depositário da Convenção.

Artigo 21 : Emendas

Qualquer uma das Partes pode propor emendas à Convenção ou aos protocolos anexos. Os projectos de emendas são comunicados às outras Partes seis (6) meses antes da sua análise. As emendas são adoptadas pelas Partes à maioria de dois terços e entram em vigor trinta (30) dias após sua adopção.

Artigo 22 : Renúncia

Qualquer Parte pode, num prazo de cinco (5) anos após a entrada em vigor, renunciar à presente Convenção, desde que notifique ao depositário a sua intenção de renunciar.

A renúncia tem efeito um (1) ano após esta notificação.

Feito em Pointe-Noire , el 08 / 05 /2009